Pour un réexamen des crises économiques du XIX^e siècle en France

For a Reassessment of the Economic Crises of Nineteenth Century France

Nadine Vivier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/4125>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4125

ISBN : 1957-7745

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 135-156

ISBN : 978-2-7132-2313-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Nadine Vivier, « Pour un réexamen des crises économiques du XIX^e siècle en France », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVI-1 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 30 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4125> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.4125>

Nadine Vivier*

Pour un réexamen des crises économiques du XIX^e siècle en France

Résumé. Les crises frumentaires sont-elles le facteur déclenchant des crises économiques de la première moitié du XIX^e siècle ? L'article remet en question la théorie labrousienne en s'appuyant sur les recherches récentes. Ces crises, dès le début du siècle, ont des origines commerciales, industrielles ou financières dont l'importance a été minimisée en France. Leur lien avec la démographie est très ténu, celle-ci étant dominée par les épidémies. Même pour la crise de 1846-1847, l'enchaînement des causes pourrait être revu, car la réaction du monde rural aux fluctuations du marché et du crédit a été sous-estimée.

Abstract. For a Reassessment of the Economic Crises of Nineteenth Century France

Were poor wheat crops at the root of the economic crises of 1800-1848? Based on new research outcomes, this paper challenges Labrousse's theory. From the start of the century, these crises were triggered by commercial, industrial or financial factors whose importance has been minimised in France. In a time of severe epidemics, the link between bad harvests and demographic crises appears unconvincing. The chain of causes should be reconsidered, even for the 1846-1847 crisis, because of the responsiveness of rural areas to industrial and credit fluctuations.

* Université du Maine, Centre de Recherches Historiques de l'Ouest, UMR 6258, Faculté des LLSHS F-72085, Avenue Olivier Messiaen, 72 085 – Le Mans Cedex 9.
E-mail : nadine.vivier@univ-lemans.fr

Quel est le modèle explicatif des crises économiques du XIX^e siècle ? Cette question a tarudé les économistes qui ont abouti à plusieurs théories sur les crises économiques de leur époque, parmi lesquelles la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say (1803), *L'Essai sur l'influence des bas prix du blé sur les profits du capital* de Ricardo (1815), la sous-consommation capitaliste par excès d'épargne de Malthus (1820), la sous-consommation ouvrière par absence de pouvoir d'achat de Sismondi (1819). D'autre part, pour les crises d'Ancien Régime deux scénarii sont décrits : la crise de pénurie par sous-production agricole, et la crise de surproduction agricole due aux bonnes récoltes et aggravée par des facteurs législatifs (sur le commerce des grains), économiques ou sociaux¹.

Pour les historiens français, c'est l'analyse proposée par Ernest Labrousse en 1933 et 1943 qui s'est imposée dans l'historiographie au lendemain de la guerre. La crise économique d'Ancien Régime naîtrait de mauvaises récoltes entraînant une pénurie. La crise agricole entraîne une crise démographique puis industrielle et même politique. Cette crise d'Ancien Régime se prolongerait durant la première moitié du XIX^e siècle, jusqu'à la crise de 1846-48 dite de type mixte, où interviennent aussi des facteurs industriels. Si cette théorie a dominé en France durant un demi-siècle, elle fut critiquée à l'étranger en particulier par Wilhem Abel en 1966 :

« Nous ne contesterons pas qu'elle décrive et explique correctement quelques interdépendances, mais elle en omet d'autres, peut être aussi importantes. Si l'on ne veut pas dès le début, pousser la recherche empirique dans une ornière trop étroite, les considérations d'E. Labrousse doivent être complétées ».²

La présente étude s'interroge sur les causes des crises de la première moitié du XIX^e siècle : la récolte de blés était-elle le facteur déterminant ? Elle ne se place pas du tout au niveau des théories économiques, elle a simplement pour but de montrer que la théorie si largement acceptée de Labrousse se révèle fausse pour la première moitié du XIX^e siècle. Pour cela, c'est l'analyse des faits, grâce à plusieurs études récentes dans différents domaines historiques, qui nous démontre que la mauvaise récolte n'est plus au XIX^e siècle le facteur déclenchant.

Une étude des crises de 1800 à 1860 remet en cause le lien premier entre mauvaises récoltes et crise globale car le facteur essentiel est bien commercial et financier dès ce moment. Nous verrons ensuite que le lien entre crise de cherté et crise démographique est très ténu, quasiment

1. GILLES, Ph., 2009, ch. I.

2. ABEL, W., 1966, traduction 1973, p. 22-23.

inexistant. Ceci nous conduira à nous pencher sur la difficulté à faire le lien entre crise et récolte de blé et voir pourquoi le prix du blé n'est qu'un indicateur contestable. Grâce à toutes les études économiques régionales, les campagnes apparaissent comme plus actives que ne le croyaient les historiens du milieu du ^{xx}^e siècle ; on a pris conscience de l'omniprésence des industries rurales, de l'ouverture aux marchés et de l'importance de l'action de l'État.

1. Ce ne sont pas les mauvaises récoltes qui déclenchent les crises du ^{xix}^e siècle

Étant donné le rôle séminal des études de Labrousse et la durée de son influence qui persiste encore, il est indispensable de repartir de ses propres phrases avant de réfléchir à la validité de cette théorie à la lueur des recherches accomplies depuis un quart de siècle³.

La théorie des crises de pénurie

Dans sa première thèse, Ernest Labrousse élabore les séries de prix du blé et du vin, leurs fluctuations saisonnières et à long terme, il les confronte à la série des prix industriels⁴. Ces matériaux servent à sa seconde thèse soutenue en 1943, spécifiquement consacrée à *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime*. Elle donne une avance certaine à l'historiographie française dans ce champ, d'autant plus qu'elle construit une théorie de l'évolution des crises en déterminant trois périodes distinctes, théorie qui a servi de cadre intangible durant un demi-siècle.

Ernest Labrousse donne une définition :

« La crise est bien l'événement anormal et provocant qui contraste avec la continuité naturelle de la croissance. Elle contredit aux exigences du mouvement de la population, des besoins, de la consommation, des équipements en montée plus que proportionnelle, des investissements toujours en progrès : c'est-à-dire des mises toujours plus hautes. Avec cette poussée des mises qui enchérit d'un temps sur l'autre, la simple stagnation de la croissance et du chiffre d'affaires dénonce déjà une crise ».⁵

3. En particulier les thèses des élèves de Labrousse : Maurice Agulhon, Gabriel Désert, Georges Dupeux, Alain Corbin.

4. LABROUSSE, E., 1933.

5. BRAUDEL, F. & LABROUSSE, E., 1976 [rééd. 1993], p. 988.

Le premier type de crise qu'il décrit est la « crise traditionnelle d'Ancien Régime », qui sévit jusqu'aux années 1840, provoquée par une crise de subsistance : la mauvaise récolte provoque une montée du prix des céréales, ce qui réduit la consommation des autres produits par le peuple, déclenchant une sous-consommation/surproduction dans l'industrie. Ces déséquilibres économiques atteignent différemment les classes sociales, ce qui engendre des tensions qui dégénèrent en affrontements politiques. C'est ce qu'il démontre pour la crise de subsistance de 1788 qui aboutit à un maximum des prix du pain à Paris à la mi-juillet 1789, au moment de la prise de la Bastille.

Puis, deuxième période, arrive la crise de 1846-1848, maillon fondamental de sa démonstration, « la crise immémoriale de sous-production – crise générale périodique de sous-production à dominante céréalière et agricole- évolue en crise générale périodique de surproduction à dominante industrielle. S'il est vrai que chaque économie a la conjoncture de sa structure, ce bouleversement des structures que constitue l'avènement de l'ère industrielle va substituer aux crises du vieux type des crises d'un type nouveau »⁶. Ainsi la crise de 1846-1848 serait une crise mixte, combinant ces symptômes traditionnels avec ceux d'une crise industrielle et financière. Elle commande l'explosion de la Révolution de Février 1848. La troisième période des crises commence en 1868, date charnière au-delà de laquelle prévaut un nouveau type de crise, celui des crises industrielles.

Cette théorie reprend celle de tout un courant d'économistes des années 1830 et surtout 1840 qui attribuent le déclenchement des crises à la cherté des blés. Jean-Edmond Briaune cherche l'explication des crises par une seule cause déterminante et il est l'un de ceux qui défendent cette théorie, avec Dussard et Ternaux. Briaune écrit :

« En 1830, je fus frappé de la coïncidence de la cherté du pain, de la crise commerciale et de la révolution de juillet, et je crus y voir un enchaînement de faits déterminés l'un par l'autre ».⁷

Cette théorie a une audience certaine dans les années 1840. Juglar y est sensible et prend en considération ce facteur ; mais dans la décennie suivante, il relègue la cherté des grains à une cause occasionnelle avant de la laisser totalement de côté.

6. BRAUDEL, F. & LABROUSSE, E., 1993, p. 988.

7. BRIAUNE, J-E., 1857, cité par J.-P. SIMONIN, 2006, p. 301.

D'autres économistes se demandaient si la hausse des cours du blé en période de pénurie était plus préjudiciable au paysan que l'avilissement des prix en année de forte récolte. La mauvaise récolte est nocive au petit exploitant qui n'a plus rien à vendre. Seul le gros producteur en tire profit ; tandis que les artisans et citadins en souffrent. À l'inverse, que donne une excellente récolte suivie d'une chute des cours ? Le petit en retire un surplus à vendre et donc un petit bénéfice malgré les faibles prix. En revanche, le gros y perd nettement, il ne peut investir correctement⁸. C'est la théorie que Pierre de Boisguilbert développe dans son *Traité de la nature, culture*, « divisé en deux parties, dont la première fait voir que plus les grains sont à vil prix, plus les pauvres, sur tout les ouvriers, sont misérables. Et la seconde, que plus il sort des bleds d'un royaume, et plus il se garantit des funestes effets d'une extrême disette »⁹.

En 1976, Labrousse nuance un peu sa théorie précédente. Dans la conclusion du volume de l'*Histoire économique et sociale de la France* consacré à la période 1789-1880, il énumère « la série céréalière des temps difficiles et des neuf crises du XIX^e siècle (1800-1803, 1810-1813, 1815-1818, 1828-1832, 1839-1840, 1846-1847, 1853-1857, 1861-1862, 1866-1868) » et il précise :

« Il n'y a donc pas de crise de subsistances sans crise économique générale dans le voisinage. Ce qui d'ailleurs n'implique pas la seule mise en cause des subsistances, ni même une quelconque participation. Le cycle industriel a aussi son propre dynamisme sur lequel on reviendra bientôt. Des certitudes, des situations repérées n'en subsistent pas moins : la proximité, souvent la superposition des crises ; l'approximative concordance de la poussée passionnelle du prix du froment et de ses substituts, et d'une situation économique générale difficile. Une crise agricole peut précéder la crise générale. Une crise commerciale –par exemple bancaire–, ou une crise industrielle partielle, peut précéder la crise agricole qui vient alors dramatiser le tout en profondeur. Et bien d'autres enchevêtrements sont possibles ».¹⁰

On remarque aussi qu'il n'insiste plus à ce moment-là sur le rôle de la crise économique comme déclencheur de mouvements sociaux ou révolutionnaires.

8. Cf. W. ABEL, 1966, traduction 1973, p. 23-28.

9. Mémoire rédigé en 1707 et publié dans *Le détail de la France sous le règne présent, augmenté en cette nouvelle éd. de plusieurs mémoires et traités sur la même matière*, par P. LE PESANT DE BOISGUILBERT, 1712, p. 152.

10. BRAUDEL, F. & LABROUSSE, E., 1993, p. 104 ; VERLEY, P., 1997.

Depuis vingt ans, les historiens du XIX^e siècle ont bien pris la mesure à la fois de l'apport de Labrousse et des limites de son schéma¹¹. Cependant, l'expression en a été timide et feutrée¹². Le changement idéologique majeur des années 1980 et le doute sur les explications politiques globalisantes ont été décisifs. L'analyse de Labrousse pour 1848 a été remise en cause par Maurice Lévy-Leboyer et par Antony Rowley. En revanche, les autres crises du début du XIX^e siècle n'ont pas été traitées et c'est sur elles que nous voudrions réfléchir. Dans les ouvrages d'économie actuels portant sur l'histoire des crises économiques, les auteurs ne mentionnent quasiment plus les fluctuations des récoltes¹³.

L'importance des crises commerciales et financières

Le Tableau 1 de l'origine des crises ne conforte en rien l'idée d'une similitude des crises et de leur origine frumentaire. La seule qui provienne uniquement d'une cherté des céréales, celle de 1803, n'a pas d'autres conséquences. L'approvisionnement rapide des régions déficitaires (Bretagne et Sud-Est) apaise les difficultés et il n'y a pas de conséquence sur l'industrie.

Les autres crises naissent de difficultés économiques, commerciales ou financières. Celles de 1810 et 1816 commencent par une crise industrielle et commerciale qu'une mauvaise récolte vient aggraver, l'une due au blocus continental en 1810, l'autre en 1816 à l'occupation alliée. Les décrets de Napoléon qui instituent le blocus continental provoquent une crise économique en Angleterre dans l'été 1810. L'annexion de la Hollande en 1810 entraîne la faillite des marchands et banquiers hollandais les plus impliqués dans le commerce avec l'Angleterre¹⁴. Ceci génère une crise industrielle généralisée à l'ensemble de l'Empire. Le chômage sévit. En 1811, les intempéries provoquent de mauvaises récoltes, en particulier dans le nord-ouest et le sud de la France. En dépit d'achats massifs de blé par le gouvernement, de mise en place de mesures d'assistance et d'une loi fixant un maximum pour le prix du blé (4 août 1812), les prix restent à un niveau très élevé qui affecte durablement le pouvoir d'achat des ouvriers.

11. Voir F. DÉMIER, 1997, p.36, riche bibliographie sur 1848. LÉVY-LEBOYER, M., 1985 ; ROWLEY, A., 1986.

12. Révélatrice est la recension faite par Jean-Yves Grenier lors de la réédition de l'ouvrage de Labrousse de 1944. Cf. *Histoire & Mesure*, 1991, VI-3/4, p. 375-378).

13. GILLES, Ph., 2009, p. 99-112.

14. BOUDON, J-O., 2006, p. 208-211 et 230-233.

De même, en 1816-1817, le mauvais temps et le faible ensoleillement dus à l'éruption volcanique du Tempora en Indonésie ont affecté toutes les récoltes en Europe¹⁵. La France est plus durement touchée que ses voisins car elle a subi en 1815 l'arrivée sur son territoire des troupes alliées, avec leur cortège de réquisitions et de pillages. Ce contexte génère une crise de l'industrie textile dès 1815. La hausse des prix du blé, dans ce contexte, devient dramatique et la famine sévit.

Tableau 1. *Les crises économiques de 1800 à 1860*

<i>Crises</i>	<i>Origines</i>	<i>Prix de l'hl de froment</i>	<i>Montant des importations de céréales en francs</i>
1802-1803	Crise de subsistance	23,76 F	
1810-1812	1. Crise industrielle et commerciale due au blocus 1810 2. Mauvaise récolte en 1811	34 F	
1816-1817	1. 1815 : occupation militaire et crise industrielle 2. 1816 : mauvaise récolte	30,40	1817 : 71 millions
1828-1832	1. Crise économique et financière de 1825 en Angleterre 2. Chute de la production de pommes de terre 1826-1829 et de céréales en 1828	22,28 F	1830 : 42 millions 1832 : 94 millions
1839-1840	1. Crise bancaire en Amérique 1837 2. Mauvaise récolte de froment en 1839	21,88 F	1840 : 47 millions
1846-1847	1. Marasme industriel 2. Pénurie de pommes de terre et de blé	29F	1846 : 123 millions 1847 : 209 millions 1854 : 114 millions
1854-1857	1. Krack boursier aux États-Unis 2. Guerre de Crimée, 1854-1856 3. Mauvaise récolte de blé en 1855 et 1856	31.76 F	1855 : 75 millions 1856 : 180 millions

Sources. L'ensemble de la bibliographie pour les origines des crises et C. JUGLAR, 1862, pour le montant des importations.
Pour la crise de 1854, cf. W. ORMESSON, 1933, p. 108-115.

15. ZHOU, X., 2010.

Les crises de 1828 et 1839 trouvent leur origine dans une crise financière. En 1825, l'Angleterre connaît une expansion économique appuyée sur une politique d'expansion monétaire. En avril 1825, la décision d'une politique de restriction monétaire provoque des faillites car la Banque d'Angleterre agit trop tardivement pour escompter des créances¹⁶. La crise anglaise se répand alors en Europe. Née de la spéculation, cette crise de surproduction industrielle tarde à se résoudre. C'est à ce moment que les mauvaises récoltes aggravent la situation. Le scénario de la crise de 1839-1840 est analogue. Une faillite bancaire affecte en 1837 les États-Unis ; « Par contre-coup, deux cents mille ouvriers lyonnais se trouvèrent sur le pavé »¹⁷.

La crise de 1846-47 trouve-t-elle son origine dans la pénurie alimentaire due à la maladie de la pomme de terre dès 1845 et la mauvaise récolte de blé de 1846 ? C'est ce que les historiens ont démontré, à la suite de Labrousse¹⁸. Antony Rowley conteste l'enchaînement des faits, mais il accepte aussi cette origine agricole. Pourtant, on peut en douter. Les archives de la Sarthe révèlent que l'industrie vit une sorte de marasme depuis 1845. Les villages se plaignent déjà de difficultés, les filatures de laine, les fabriques de toile souffrent de l'encombrement du marché, du bas prix des marchandises, le sous-préfet de Saint Calais parle même des « difficultés de l'industrie depuis quelques années »¹⁹. On s'inquiète déjà du chômage avant la mauvaise récolte qui affecte très inégalement les régions. Clément Juglar estime que « l'embaras des affaires se fait sentir au commencement du second semestre 1846 ; il augmente avec l'insuffisance de la récolte »²⁰. Il semble bien que rien ne distingue cette crise des précédentes. Elle débute aussi par des difficultés industrielles et un manque de crédit.

Ainsi, aucune des crises du XIX^e siècle ne répond au schéma défini par Labrousse, et on peut penser qu'il en a eu l'intuition qui l'a amené à nuancer sa théorie en 1976. C'est pourquoi l'interprétation donnée par Clément Juglar en 1861, dans son ouvrage couronné par l'Académie de sciences morales et politiques semble plus convaincante :

« Les mauvaises récoltes, la cherté des céréales, par leur retour périodique, se rencontrent assez dans notre pays avec l'engorgement du portefeuille des banques, et

16. BORDO, M. D., 1998.

17. CHEVALIER, M., 1847, p. 404.

18. AGULHON, M., 1973 [rééd. 2002]. Philippe Vigier présente une belle démonstration dans son ouvrage *la Seconde République* (VIGIER, Ph., 1967).

19. ADS (Archives départementales de la Sarthe) 9 M 21, Arr. de Saint Calais.

20. JUGLAR, C., 1862, p. 155.

apportent une nouvelle complication à une situation déjà mauvaise : leur présence n'est cependant pas indispensable pour produire une crise commerciale »²¹.

Il relativise le poids de l'agriculture pour insister sur la prospérité commerciale qui précède une crise, une période d'euphorie qui s'interrompt avec les possibilités du crédit.

Ces crises dans la théorie labrousienne étaient un facteur essentiel dans le déclenchement d'émeutes politiques voire de révolutions, comme ce fut le cas en 1788, 1830 et 1848. Les émeutes de 1816 ne se transformèrent pas en mouvement révolutionnaire, selon Labrousse, car la chute de Napoléon était trop récente pour réclamer un changement de régime. En fait, une étude précise de la crise de 1846-1847 prouve qu'elle se dénoue soudainement entre mai et juillet 1847²². Surtout, il est intéressant de lire les mémoires des contemporains des faits, ceux du ministre François Guizot et du chef de l'opposition dynastique Odilon Barrot, les royalistes conservateurs Falloux et la Bonninière, ou les libéraux Rémusat et Tocqueville. Aucun ne voit dans cette pénurie alimentaire un facteur déterminant, ils n'en parlent même pas, à l'exception d'Odilon Barrot et Charles de Rémusat qui la mentionnent brièvement. Manifestement, ils considèrent ces crises comme récurrentes, donc banales. En revanche, tous voient une origine politique à la Révolution, dans le bouillonnement des idées et le refus de toute réforme par le gouvernement²³. La crise agricole à l'origine d'une crise industrielle et déclenchant une révolution politique semble étrangère aux observateurs du XIX^e siècle.

La production agricole comme facteur premier d'une crise économique ne résiste plus à l'analyse. Dès ce moment, c'est l'origine commerciale, industrielle et financière qui prévaut.

21. JUGLAR, C., 1862, p. X.

22. ROWLEY, A., 1986, p. 85.

23. VIVIER, N., 2007, p. 242. On rejoint ici l'analyse de François Furet qui présente Février 1848 comme un événement de nature essentiellement politique (FURET, F., 1988).

2. Une nouvelle approche des liens entre crise de subsistance et crise démographique

Les liens entre crise de subsistance et crise démographique sous l'Ancien Régime ont été établis, en particulier par Pierre Goubert, Pierre Deyon et Jean Meuvret. En revanche, les liens sont discutables pour la France du XIX^e siècle. Certes, il y a des cas mémorables, tels ceux des famines en Silésie prussienne en 1844-1845, en Irlande en 1846-1852 ou encore en Finlande en 1856-1857. Mais il n'y eut rien de tel en France et les analystes ont montré dès le XIX^e siècle la difficulté d'interpréter les statistiques, car dès ce moment, la population française maîtrise et diminue son taux de natalité.

Les difficultés à interpréter des données statistiques

Les données dont nous disposons sont agrégées au niveau national (Tableau 2), alors que les situations sont très diverses d'une région à l'autre, diversité des fléaux climatiques, des atteintes des maladies des plantes, diversité aussi de l'intensité des épidémies qui frappent. Il faudrait aussi tenir compte des mouvements migratoires qui s'accroissent en période de crise où les plus pauvres, en quête d'assistance, essaient de se réfugier en ville. Surtout, les attitudes démographiques ont profondément changé. Dès le XVIII^e siècle, le contrôle des naissances est pratiqué par la bourgeoisie et l'aristocratie et ceci se répand progressivement dans la société, d'abord à la petite bourgeoisie urbaine et aux strates les plus aisées du monde rural, avant d'atteindre dès avant le milieu du XIX^e siècle, la majorité de la population, à l'exception des plus pauvres. Le nombre d'enfants par famille diminuant, les naissances peuvent être différées volontairement en fonction de la conjoncture. Il est encore plus facile de moduler la date des mariages. Ceux-ci sont retardés en période de difficultés financières, ils sont avancés parfois à cause de décisions politiques. En 1813-1815 la conscription frappe très largement les jeunes célibataires tout en épargnant les hommes mariés. Beaucoup préfèrent convoler plutôt que de partir pour les champs de bataille. Ainsi au XIX^e siècle, les facteurs psychologiques deviennent, pour une large part de la population, plus déterminants que les facteurs économiques.

L'importance des épidémies

La mortalité est durement affectée par les épidémies qui frappent les campagnes comme les villes. La dysenterie fait des ravages en saison chaude. La variole est endiguée par la vaccine dont la pratique se généralise peu à peu. Mais au début, la vaccine a eu des effets néfastes. Lors de la levée

en masse, les soldats de l'an II ont eu la vaccine par la méthode de la transmission de bras à bras, ce qui transmet aussi la syphilis par quelques soldats contaminés. C'est ainsi que cette maladie redoutée s'est répandue dans les campagnes.

Deux autres maladies frappent durement, la phtisie endémique tout au long du siècle, et le choléra par paroxysmes épidémiques. Les trois grandes épidémies de choléra ont lieu en 1832 (103 000 victimes), 1848-1849, et la plus meurtrière en 1854-1855 (146 000 morts). Il est certain que les épidémies et les périodes de cherté des subsistances peuvent se combiner et aggraver la situation. L'alimentation appauvrie diminue la résistance physique et favorise la propagation de l'épidémie.

En 1860, l'économiste Alfred Legoyt, directeur de la *Statistique de la France*, publie une étude sur l'impact des chertés. Il voit que lorsque la récolte déficitaire tombe en période de prospérité industrielle, elle est aisément supportée car le pays importe des céréales.

« Sur les cinquante six années déjà écoulées de ce siècle, on compte six périodes de cherté. Mais sur ces six périodes, quatre seulement méritent véritablement ce nom ; et enfin sur ces quatre, une seule, celle qui comprend les années 1851-1857, a provoqué dans le mouvement normal de la population une perturbation dont on ne saurait méconnaître la gravité.

L'influence des autres chertés sur le nombre des naissances, mariages et décès, quoique bien moins sensible, mérite cependant d'être étudiée. Elle montre en effet dans quelle mesure le prix des subsistances accélère, ralentit ou arrête même complètement le progrès de la population ». Et il en conclut que « les crises alimentaires deviennent de moins en moins sensibles et leurs effets sur la population de moins en moins meurtriers ».²⁴

24. LEGOYT, A., 1860, p. 107 et p. 113. Voir aussi une autre étude, celle publiée par G. CAUDERLIER, 1902.

Tableau 2. Prix du blé et démographie selon Alfred Legoyt

	Prix moyen du blé en francs (hl)	Nbre de décès	Nbre naissances	Nbre de mariages	commentaire
1800	20.34	731 208			
1802	23.76	840 514			
1809	14.86				
1810	19.61	698 688	931 799	232 943	
1812	34.34	739 688	902 143	213 147	
1813	22.51	744 596			
1817-1818	30.40	721 610			
1819	18.42	752 551			
1825-27 (my)	16.50	758 371			
1828	22.28	779 226			
1838	19.50	963 099			
1839	21.88	955 288			
1845	19.75	741 985			
1846	24.05	831 986			
1847	29.01	836 693			
1849	14.15				
1853		795 596	936 967	280 600	
1854	31,76	992 779	923 461	270 906	
1855	Hausse du prix de toutes les denrées 33,27 en décembre	937 942	962 336	283 816	Estimation de Legoyt Choléra jusqu'en 1855 = 150 000 morts Guerre de Crimée = 15 000 Cherté des vivres = 16 000
1856	28,56 en décembre	837 082	952 116	287 629	
1857		858 785	940 709	295 510	
1858	18,00	872 622	967 638	307 218	

Source. Données fournies par A. LEGOYT, 1860, p.107-111.

Catherine Rollet a présenté en 1970 une étude approfondie des crises de 1802-1803 et 1811-1812. Elle confronte pour chacune des deux crises, une carte de la production céréalière et une carte de la mortalité et montre qu'il n'y a quasiment pas de corrélation. Les difficultés ne se remarquent que par la baisse du nombre des mariages, le report des conceptions et la croissance du nombre des enfants abandonnés ou illégitimes à cause de la prostitution occasionnelle. Elle en conclut que les gens ne sont pas morts de famine mais que les épidémies ont plus durement frappé ceux qui souffraient de malnutrition. *L'Histoire de la population française*, publiée en 1988 sous la direction de Jacques Dupâquier, s'inscrit dans cette même lignée :

« On notera que presque toutes ces mortalités sont d'origine épidémiques : les crises de subsistance – en particulier celle de 1846-1848 – ont pu contribuer à les aggraver, mais aucune corrélation n'apparaît entre le nombre de décès et le prix du blé ». ²⁵

Une nouvelle approche de la fragilité démographique

Ces faits semblant être clairement établis, les historiens de la population aujourd'hui se sont tournés vers des questions mieux adaptées aux nouvelles conditions du XIX^e siècle. Ils se penchent sur le niveau de vie biologique, courant historiographique important dans le monde anglo-saxon²⁶. Laurent Heyberger met en relation le prix du froment et la taille des conscrits. Il en conclut que cela n'a pas d'incidence nette après 1835 ; en revanche, il observe la concordance entre l'évolution globale des salaires et celle de la taille des hommes de vingt ans. La conjoncture économique au moment de la naissance et au cours de la petite enfance a une influence capitale sur la taille de l'adulte. Les années suivantes ne peuvent compenser les déficits éventuels du début de la vie²⁷. Sur un point plus précis, Banerjee, Duflo, Postel-Vinay et Watts essaient de détecter les effets de la crise du phylloxera sur les enfants des vigneronns. Ils prennent plusieurs exemples de régions affectées. Leurs résultats montrent que les enfants de vigneronns nés durant la crise qui fit chuter leurs revenus ont, à l'âge de vingt ans, une taille inférieure de 0,6 à 0,9 centimètres à celle des autres enfants de la région. Les difficultés économiques et la pauvreté ont eu un résultat significatif, toutefois ni la santé ni l'espérance de vie de ces enfants n'ont été affectées²⁸.

25. ROLLET, C., 1970 ; DUPÂQUIER, J., 1988, p. 293. Récemment, l'étude publiée par J.-M. CHEVET & C. O'GRADA, 2007, reprend ces mêmes conclusions, le cas de la France contrastant avec celui de l'Irlande ou dans une moindre mesure, avec les Pays-Bas.

26. Voir l'article du Néerlandais R. PAPING, 2007 et la bibliographie qu'il donne.

27. HEYBERGER, L., 2005.

28. BANERJEE, A. *et alii*, 2007.

Voici donc remis en cause le rôle d’une mauvaise récolte comme déclencheur d’une crise économique et d’une crise démographique. Serait-ce que le prix du froment n’est pas un indicateur judicieux ?

3. De la difficulté à faire le lien entre récolte de froment et crise

Nous avons déjà rappelé le fait que la baisse des prix des produits agricoles a été analysée par certains comme facteur de crise au lieu d’être un bienfait. Leur hausse des prix n’est plus forcément aussi grave pour les pauvres, étant donnée la diversification de l’alimentation. La croissance des échanges et l’intervention de l’État atténuent encore les conséquences de la mauvaise récolte. Enfin, beaucoup sont pluri-actifs et souffrent tout autant de la fluctuation des prix industriels.

Le prix du froment, un indicateur discutable

Le prix du froment était utilisé comme référence pour donner le coût de l’alimentation, essentiellement fondée sur le pain. Produit de base sur les marchés urbains, c’était aussi celui pour lequel pouvaient être construites des séries statistiques grâce aux mercuriales. Il faut pourtant s’interroger sur ce que représente le prix du froment au XIX^e siècle.

Le produit agricole oscille de 4 100 millions de francs courants entre 1820 et 1836, excepté l’étiage de 1824-1825 (3 620 millions). À partir de 1837, s’ouvre une décennie favorable²⁹ :

1840 : 5 095 millions de francs
1841 : 4 524
1842 : 4 380
1843 : 4 701
1844 : 4 870
1845 : 4 872
1846 : 5 246
1847 : 6 619
1848 : 4 446
1849 : 4 151
1850 : 4 116

29. LEVY-LEBOYER, M., 1985, p. 318.

Ces chiffres relativisent d'emblée l'importance des déficits de production pour la période.

Les séries statistiques de Jean-Claude Toutain condensent des données considérées comme fiables (Tableau 3). Elles prouvent l'accélération des transformations au XIX^e siècle et une croissance lente et régulière des productions.

Tableau 3. *Le produit agricole au XIX^e siècle*

<i>Période</i>	<i>Produit agricole global</i>		<i>Prix des produits agricoles</i>
	<i>indice 100 = 1905-1913</i>		
	<i>En volume</i>	<i>En valeur</i>	
1815-1824	48,8	32,5	66,8
1825-1834	54,3	37,0	68,0
1835-1844	62,0	39,4	63,6
1845-1854	69,4	46,3	67,0
1855-1864	78,1	68,6	88,0
1865-1874	82,3	81,5	99,1
1875-1884	81,6	78,4	96,3
1885-1894	84,5	71,3	84,4
1895-1904	93,7	76,9	82,1
1905-1913	100,0	100,0	100,0

Source. TOUTAIN, J.-C., 1993.

La production des céréales augmente, en particulier celle du froment. La surface emblavée croît progressivement jusque vers 1850, moment où elle se stabilise. Ensuite la croissance de la production n'est due qu'à l'augmentation des rendements. Parallèlement, les autres produits acquièrent une importance réelle, comme les légumes et surtout les légumes secs (pois, lentilles et fèves) que les statistiques s'efforcent de comptabiliser au mieux étant donné leur apport calorique. La pomme de terre conquiert une place dans l'alimentation humaine encore très variable selon les régions³⁰.

Les villes diversifient l'alimentation ; les produits animaux, viande et lait y sont consommés en quantité croissante. Cette diversification est un facteur d'atténuation des effets d'une mauvaise récolte de céréales, néanmoins elle n'évite pas la cherté ou la disette. Ainsi par exemple, au Mans

30. Voir les cartes de production et consommation de pommes de terre en 1840 dans N. VIVIER, 2007, p. 227 ; DÉSSERT, G., 2007, p. 337-340 et 740-745.

pendant les deux années de pénurie de 1847 et 1854-1855, le prix du pain atteint son maximum (0.45 centimes le kilo de pain blanc et 0.32 de pain noir), le prix de la viande est aussi très élevé (1,3 francs le kilo de porc, 0,9 celui de bœuf en 1846 et 1,2 en 1855)³¹.

L'enquête agricole de 1852, renseignée par les commissions cantonales où les maires sont bien présents, donne une idée des consommations avec ses disparités sociales et géographiques.

Tableau 4. *Comparaison de la consommation quotidienne des journaliers et de l'ensemble de la population en 1852*

<i>Produits</i>	<i>Journaliers</i>	<i>Ensemble de la population</i>
Farine	540 g	560 g
Viande	30 g	75 g
Lait	0,1 à 0,2 l	0,44 l
Boisson ^a	0,12 l	0,312 l
Légumes ^b	300 g	445 g

Note. ^a Toutes les boissons sont converties en équivalent prix du vin.

^b Les légumes sont exprimés en équivalents pommes de terre.

Source. DEMONET, M., 1990, p. 188.

Aussi imprécise soit-elle, cette enquête nous montre encore l'importance du prix du pain ainsi que son recul. La diversification atteint toutes les couches sociales. La plus grande disparité est sans doute régionale. Les journaliers du bassin parisien « ont du pain à satiété et une nourriture variée »³², alors que ceux de Bretagne ou du massif central en restent à une alimentation pauvre fondée sur les céréales secondaires et les légumes. Ceux-là continuent à vendre leur blé et manger du pain noir, du sarrasin ou des châtaignes. Et c'est aussi ce qui permet de moins souffrir d'une mauvaise récolte de froment. Michel Chevalier écrit en 1847 :

« Pour ce qui est des récoltes, la crainte d'en manquer serait sans fondement. La récolte a été faible, le fait est trop évident, et même ce n'est pas le blé seul qui a manqué. Les légumes secs sont chers, ce qui en atteste la rareté, et les pommes de terre sont restées atteintes de cette maladie qui est un désespoir pour les naturalistes presque autant que pour les hommes d'état ; mais la récolte du maïs a été abondante, précieuse compensation pour le sud-ouest, et les châtaignes dont on

31. ADS, série 7 M.

32. DEMONET, M., 1990, p. 186.

sait que vit une bonne partie de la population dans les départements du centre, ont beaucoup donné ».³³

Croissance des échanges et intervention de l'État

L'amélioration de l'alimentation urbaine ne provient pas seulement d'une meilleure production. L'intensification du commerce y contribue, grâce à la suppression des péages intérieurs et à l'unification des mesures. L'amélioration des infrastructures de communication est essentielle. Le coût du fret diminue par le développement des chemins de fer et des transports maritimes. Ceci signifie que les achats de blé à l'étranger compensent de mieux en mieux une mauvaise récolte : achats de blé en Ukraine dès le début du siècle, puis en Amérique.

L'État se révèle efficace pour approvisionner les régions déficitaires. Son intervention en ce domaine n'est jamais contestée, puisqu'il s'agit d'aide aux pauvres. Dans ses écrits et ses actes, le ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe, Tanneguy Duchâtel, intervient aussi, bien qu'il soit l'un des défenseurs du libéralisme. Représentatif du courant des philanthropes, Firmin Marbeau réclame l'implication de l'État bien qu'il soit conservateur :

« Le gouvernement a tout ce qu'il faut pour bien organiser, bien diriger, bien surveiller l'administration des secours publics. [...] Un bon Code charitable, une bonne organisation, une bonne administration de secours, voilà ce qu'il faut obtenir ».³⁴

L'État réagit vite, dès que s'annonce la mauvaise récolte et il procède à des importations massives de blé de Russie ; les capacités de transport maritime et de transport intérieur le permettent dorénavant. Le Tableau 1 (*supra*) indique ces quantités de blé achetées par l'État. En même temps, l'État se révèle de plus en plus apte à maintenir l'ordre et éviter les émeutes frumentaires. La police et la gendarmerie se sont renforcées.

L'État continue aussi à utiliser les moyens traditionnels que sont les ateliers de charité. Il y joue maintenant un rôle moteur sans attendre les initiatives privées. Le préfet doit mettre en œuvre, et les initiatives des municipalités élues sont fortement encouragées. En 1846, le ministre de l'Intérieur leur distribue d'importants crédits pour qu'elles ouvrent des chantiers qui emploient les chômeurs, et pour qu'elles dotent les bureaux de bienfaisance de moyens afin de procéder à des distributions de vivres. C'est à ce moment qu'elles essaient de stimuler les dons des citoyens les plus imposés. Alors

33. CHEVALIER, M., 1847, p. 398.

34. MARBEAU, F. (1798-1875), 1847, p. 14-16.

que la dotation de ces bureaux sur le budget d'État était de 11 millions de francs en 1843, année normale, elle s'élève à 20,5 en 1847. Ainsi le conseil municipal de Saint-Calais peut financer l'achat de pain donné aux pauvres, la ville du Mans organise des ateliers de charité pour construire des routes et drainer ; elle distribue des bons de pain aux indigents dont le nombre atteint un tiers de la population au printemps 1847³⁵. Est-ce à dire que seuls les ouvriers urbains souffrent ?

Peut-on opposer paysans producteurs de blé et artisans consommateurs ?

D'après les calculs de Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon, on voit qu'en 1820, la part des produits agricoles dans le PIB n'atteint plus que 45 %, elle descend à 34 % en 1850, tandis que la part des produits industriels passe dans le même temps de 37 % à 43 %. Agriculture et industrie s'équilibrent donc. La population étant encore rurale à 80 %, il est important de noter la part importante de l'artisanat dans la composition des revenus ruraux. Les initiatives d'industries rurales avaient été encouragées par les intendants de la seconde moitié du XVIII^e siècle et l'étude de Pierre Léon sur les Alpes nous montre des vallées bruisant des petites usines de filature et tissage³⁶. L'attention de l'historien a été attirée sur l'importance de cette pluriactivité au milieu du XIX^e siècle³⁷. La densité de population augmentant au cours de la première moitié du siècle, il fallait bien que les familles trouvent d'autres activités que la culture de leur champ.

L'enquête de 1852 dénombre 2 072 433 propriétaires exploitant pour eux-mêmes, ce sont les paysans indépendants³⁸. 785 815 journaliers propriétaires et 2 929 100 journaliers non propriétaires, 1 078 107 exploitants non propriétaires : la plupart de ceux-ci complètent les revenus agricoles par des activités industrielles ou artisanales, exercées à la maison ou dans de petits ateliers villageois : textile (laine, lin, chanvre), métallurgie, travail du bois. Leurs productions sont écoulées soit sur le marché local, soit commercialisées par des marchands. Dans ces conditions, ils sont tout autant affectés par les crises industrielles que par les prix des céréales. Ce n'est qu'après le milieu du siècle que l'industrie domestique en milieu rural décline.

35. ADS, 6 M 659.

36. LÉON, P., 1952.

37. OLIVIER, J.-M., 2004.

38. DEMONET, M., 1990, p. 42-43.

Les difficultés industrielles affectent donc les ruraux. Les historiens des années 1950 s'intéressaient surtout aux ouvriers urbains. Les travaux se sont ensuite déplacés vers les masses rurales plus nombreuses, et vers un point de vue plus global, ce qui fait prendre conscience de l'inextricable solidarité industrie-agriculture et de l'impact un peu plus limité du prix du froment.

*

Une meilleure connaissance de ces crises du *xix*^e siècle aboutit à reconsidérer leur genèse et leurs conséquences. Les crises de subsistance continuent certainement à jouer un rôle mais elles sont devenues plus un facteur aggravant que déclenchant. La capacité et la vitesse accrues des transports, la meilleure prise en charge de l'assistance et l'efficacité de l'intervention de l'État, tout contribue à atténuer considérablement les conséquences des mauvaises récoltes. Dès ce moment, ce sont bien l'industrie et le commerce, et plus encore la disponibilité des crédits qui deviennent déterminants. Or les historiens avaient tendance à minimiser l'importance de ces flux financiers et leurs répercussions internationales. Obnubilés par l'idée d'un retard de la France sur l'Angleterre dans le domaine économique et financier, les historiens du *xx*^e siècle comme les hommes du *xix*^e siècle ont eu tendance à mettre l'accent sur une France rurale à l'agriculture traditionnelle. Cette image se heurte pourtant à la réalité, celle d'un pays où la part de l'industrie surpasse la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut dès les années 1840.

La prise de conscience de ces mythes, aussi bien en France qu'en Angleterre, la possibilité de consulter d'autres fonds d'archives ouvrent la voie à un réexamen de ces crises. Sans tomber dans l'excès inverse, ni négliger l'impact désastreux des mauvaises récoltes, il faut aussi mesurer l'importance des marasmes industriels, des restrictions de crédit. Il faudrait une réflexion globale pour déterminer quels sont les indicateurs les plus judicieux, sans doute en combinant à la fois ceux des denrées alimentaires et ceux des produits industriels, conçus comme antagonistes jusqu'à maintenant³⁹, et en leur adjoignant des indicateurs financiers. Les chantiers ouverts sur l'histoire financière, sur l'histoire de l'État, les acquis de l'histoire industrielle et de l'histoire rurale devraient contribuer à l'analyse de ces crises du début du *xix*^e siècle ainsi que celle de 1854, la plus longue et celle où le blé atteint les prix les plus élevés du siècle.

39. ARNOULD, D., 1989, p. 13.

Bibliographie

- ABEL, Wilhelm, *Crises agraires en Europe (XIII^e-XX^e siècle)*, traduction française de la 2^e édition de 1966, Paris, Flammarion, 1973.
- AGULHON, Maurice, *1848 ou l'apprentissage de la République*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, n°8, Paris, Seuil, 1973, rééd. 2002.
- ARNOULD, Daniel, *Analyse des crises économiques d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Dunod, 1989.
- BANERJEE, Abhijit, DUFLO, Esther, POSTEL-VINAY, Gilles & WATTS, Timothy M., « Long Run Health Impacts in Income Shocks: Wine and Phylloxera in 19th Century France », NBER working papers, January 2007.
- BERGER, H. & SPOERER, M., « Economic Crises and the European Revolutions of 1848 », *Journal of Economic History*, 61, 2001, p. 293-326.
- BOISGUILBERT, LE PESANT DE, P., *Le détail de la France sous le règne présent*, augmenté en cette nouvelle éd. de plusieurs mémoires et traités sur la même matière, 1712.
- BORDO, Michael D., « Commentary » in *Review of the Federal Reserve Bank of Saint Louis*, May-June 1998.
- BOUDON, Jacques-Olivier, *La France et l'Europe de Napoléon*, Paris, A. Colin, 2006.
- BRAUDEL, Fernand & LABROUSSE, Ernest, *Histoire économique et sociale de la France*, tome III/1789-1880, Paris, PUF, 1976 [rééd. 1993].
- BRIAUNE, Jean-Edmond, *Du prix des grains, du libre-échange et des réserves*, Paris, 1857.
- CAUDERLIER, Gustaff, *Les Lois de la population*, Paris, Guillaumin, 1902.
- CHEVALIER, Michel, « De la situation actuelle dans ses rapports avec les subsistances et la Banque de France », *Revue des deux Mondes*, tome 17, 1^{er} février 1847, p. 397-429.
- CHEVET, Jean-Michel & O'GRADA, Cormac, « Crisis : what crisis ? Prices and mortality in mid-nineteenth century France », in C. O'GRADA, PAPING, Richard & VANHAUTE (ed.), *When the potato failed. Causes and effects of the Last European Subsistence crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, CORN series, 2007, p. 247-265.
- DÉMIER, Francis, « Comment naissent les révolutions... cinquante ans après », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1997/1, p. 31-49.
- DEMONET, Michel, *Tableau de l'agriculture française au milieu du 19^e siècle. L'enquête de 1852*, Paris, Editions EHESS, 1990.
- DUPÂQUIER, Jacques, *Histoire de la population française*, Tome 3, *De 1789 à 1914*, Paris, PUF, 1988.
- FURET, François, *La Révolution de Turgot à Jules Ferry, 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988.
- GILLES, Philippe, *Histoire des crises et des cycles économiques. Des crises industrielles du 19^e siècle aux crises actuelles*, A. Colin, 2^e ed. 2009.
- HEYBERGER, Laurent, *La révolution des corps : décroissance et croissance staturale des habitants des villes et des campagnes en France, 1780-1940*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2005.

- JUGLAR, Clément, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, Paris, Guillaumin, 1862.
- LABROUSSE, Ernest, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz, 1933.
- , *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944.
- (dir.), *Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX^e siècle : 1846-1851*, La Roche-sur-Yon, Imprimerie centrale de l'Ouest, 1956.
- LEGOYT, Alfred, « Des chertés en France et de leur influence sur le mouvement de population », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1860, p. 93-114.
- LÉON, Pierre, *Naissance de la grande industrie en Dauphiné, fin XVIII^e s – 1869*, Gap, Louis-Jean, 1952.
- LÉVY-LEBOYER, Maurice & BOURGUIGNON, François, *L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macro-économique*, Paris, Economica, 1985.
- MARBEAU, Firmin, *Du paupérisme en France et des moyens d'y remédier*, Paris, Comp-toir des imprimeurs-unis, 1847.
- OLIVIER, Jean-Marc, *Des clous, des horloges et des lunettes : les campagnards moréziens en industrie : 1780-1914*, Paris, Éd. du CTHS, 2004.
- ORMESSON, Wladimir D', *La grande crise mondiale de 1857*, Paris, Maurice d'Hartoy, 1933.
- PAPING, Richard & TASSENAAR, Vincent, « The Consequence of the potato disease in the Netherlands, 1845-60 », in Cormac O'Grada, Richard PAPING & Eric VANHAUTE (ed.), *When the potato failed. Causes and effects of the Last European Subsistence crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, CORN series, 2007, p. 149-184.
- ROLLET, Catherine, « L'effet des crises économiques du début du XIX^e siècle sur la population », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 17, juillet-septembre 1970, p. 391-410.
- ROWLEY, Antony, « Deux crises économiques modernes : 1846 et 1848 ? » *1848, révolutions et mutations au XIX^e siècle*, 1986, n° 2, p. 81-90.
- SIMONIN, Jean-Pascal (dir.), *Jean-Edmond Briaune, cultivateur, agronome, économiste*, Presses universitaires de l'université d'Angers, 2006.
- TOUTAIN, Jean-Claude, *La Production agricole de la France de 1810 à 1990 : croissance, productivité, structures*, Cahiers de l'ISMEA, Grenoble, 1993.
- VERLEY, Patrick, *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997.
- VIVIER, Nadine, « The crisis in France. A memorable crisis but not a potato crisis », in Cormac O'Grada, Richard PAPING & Eric VANHAUTE (ed.), *When the potato failed. Causes and effects of the Last European Subsistence crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, CORN series, 2007, p. 223-246.
- VIGIER, Philippe, *La Seconde République*, Paris, PUF, QSJ?, 1967.
- ZHOU, Xiaolan, *La crise économique française de 1816 à 1817*, thèse sous la direction de Dominique Barjot et Wenli Liu, Université de Paris-Sorbonne, 2010.